

Réveil Social S. A. V. T. Risveglio Sociale

Organo del Sindacato Autonomo Valdostano "Travailleurs,"

L. 25 la copia — Abbonamenti: Anno L. 300 — Semestre L. 150 — Spedizione in abbonamento postale - III Gruppo — Direzione: Aosta, Piazza I. Manzetti - Tel. 73-36

Incapacité politique démochrétienne

La dernière semaine du mois de février s'est déroulée dans l'émouvante attention des procédés politiques, à propos de la loi pour les prochaines élections régionales. Les partis et les mouvements politiques qui représentent le 60 % de la population de la Vallée s'étaient déclarés pour l'approbation de la loi proportionnelle présentée par le Député Caveri à la Chambre. Voici à ce sujet le manifeste publié par le SAVT :

LAVORATORI DELLE OFFICINE E DEI CAMPI

L'esecutivo del Sindacato Autonomo Valdostano «Travailleurs», a conoscenza della proposta di legge dell'On. CAVERI in merito al sistema proporzionale da adottarsi per le prossime elezioni del Consiglio Valle e della successiva lettera dell'On. Leone, Presidente della Camera, con la quale s'invita il Consiglio regionale a voler esprimere il suo parere in merito,

CERTO

di interpretare le aspirazioni e i desideri legittimi dei lavoratori che, nel perpetuarsi del vigente sistema elettorale, vedono la fonte principale dell'attuale divisione degli animi

FA VOTO

che il Consiglio regionale si pronuncerà esplicitamente per l'adozione del sistema proporzionale affinché la futura Assemblea del Popolo Valdostano sia la genuina e fedele rappresentanza delle forze politiche, economiche e sociali della Valle ed in particolare, sia data la possibilità alla classe lavoratrice di essere equamente rappresentata.

L'Esecutivo del SAVT

FA PRESENTE

all'opinione pubblica che ogni tentativo di perpetuare l'attuale sistema elettorale è antidemocratico e contrario agli interessi della Valle, nonché fonte di divisione degli animi, elemento di odio e di discordie.

INVITA

le altre Organizzazioni Sindacali a voler portare il loro fattivo contributo affinché si crei in Valle lo strumento opportuno per una efficace difesa della classe lavoratrice.

Mais le Conseil régional, cet organe prétendu démocratique, où 25 conseillers représentent le 40 % des électeurs valdôtains, a repoussé la proposition ! Jusqu'ici nous remarquons la situation ! Nous soulignons que même dans certains milieux de la D. C., paraît-il, la proposition de la loi proportionnelle avait été accueillie favorablement ! Nous remarquons qu'un certain courant de la D. C. avait reconnu qu'aucune administration, d'esprit et de sentiment valdôtains, ne serait possible, sans la participation de l'U.V., l'organe politique, moral et social du peuple valdôtain, et que, avec une loi proportionnelle, par laquelle tous les mouvements politiques, économiques et sociaux, auraient pu être représentés à l'Assemblée du Peuple Valdôtain en rapport de leur forces, toutes les questions sur une participation à une Junte étaient possibles, selon l'affirmation de l'ami AVE : « A boccia ferma si cantano i punti... » !

Et bien voilà, le courant nationaliste de la D. C. en repoussant la proposition Caveri a préféré porter la lutte jusqu'aux conséquences extrêmes.

La majorité de l'actuel Conseil régional a démontré carrément son incapacité de comprendre les réelles situations politiques du Pays.

Mais ce n'est pas un désappointement pour nous ! Nous connaissons par douloureuse expérience quel esprit démocratique, quel courage, quelle sensibi-

lité existent parmi les conseillers démochrétiens !

Sur le numéro du 3 mars courant de la « Région Autonome » M. A. Berthet écrit : « A ce sujet on pourrait ouvrir une parenthèse et dire que pour les élections régionales il existe déjà une loi " ultra démocratique "... ». Voilà le toupet berthésien ! Ultra démocratique le système par lequel le 40 % des électeurs portent à l'administration le 70 % de leurs représentants ! Et ceci serait des « étranges élucubrations mathématiques » !

M. Berthet ne donnez pas, Vous, assesseur à l'I. P., des manifestations si évidentes et si puériles de votre incapacité aux raisonnements, nous ne disons pas mathématiques, mais arithmétiques !

Dans une deuxième page du même journal les rédacteurs de cette charmante feuille soi-disant valdôtaine, mais plus justement gouvernementale, cherchent à tout effort de démontrer que la loi majoritaire avait été proposée et défendue par les conseillers unionistes de la précédente administration. C'est vrai ! Les Bréan, Dayné, Cuaz et même Caveri eurent confiance dans un système qui, jugeaient-ils, aurait donné au pays une administration capable de défendre les intérêts et l'âme du peuple valdôtain, en unissant la plupart des élus dans une équipe qui aurait eu pour but la défense réelle de l'autonomie et des droits du Pays et l'application intégrale du Statut. Mais qu'en est-il ? La D. C., et par celle-ci ses dirigeants régionaux, ont trahi les intérêts du Pays, ils se sont alliés avec certains partis qui représentent la réaction la plus évidente contre toute administration régionaliste et autonomiste, ils se sont alliés avec les forces des grandes industries et sociétés commerciales, financières, lesquelles ne sont pas du tout favorables aux intérêts des campagnards, de l'ouvrier, du vrai peuple valdôtain et, pour en finir, l'application du Statut venait d'être résolu selon les ordres du pro-consul romain Fanfani, voir: riparto, zona franca, etc. etc.

La langue française, la langue de nos ancêtres, la raison fondamentale de notre autonomie est presque bannie dans les bureaux régionaux et on ne l'entend plus aux séances de l'Assemblée Valdôtaine.

Et alors ? Faut-il continuer à soutenir un régime politique qui ne vit que sur la rancune, la discrimination, qui continue à diviser les valdôtains en deux catégories : les soi-disant bons et les soi-disant mauvais ? Qui veut perpétuer une situation qui portera le pays à sa déconfiture morale, politique et sociale ? Ne serait-il pas mieux que toutes les forces se présentent avec leur écusson, leur programme bien clair et que l'électeur choisisse selon ses opinions, au lieu de combiner des concentrations soi-disant démocratiques où les prétendus démochrétiens (beaucoup desquels, et parmi lesquels les plus illustres sont inscrits au Rotary-Club) vont bras dessus bras dessous avec les libéraux, les monarchistes et les missini, dans l'espoir enfin de jeter l'U. V. dans les bras du communisme ? Non, M. Berthet, l'U. V. n'est pas devenue une succursale du communisme, et ce n'est pas à nous que vous devez faire l'invitation à « dire ouvertement la vérité ». C'est vous, qui voulez l'ignorer.

Vous avez trahi votre idéal, si même vous en aviez, vous avez trompé vos amis, votre pays et vous trompez continuellement vous-même, parce que jamais vous n'avez eu le courage de pren-

dre une position franche, personnelle (voir la façon avec laquelle vous avez liquidé votre ami Fanfani); vous avez toujours suivi les plus forts et vous n'avez cherché que de conserver ce fauteur que vous tenez grâce au sacrifice de Emile Chanoux, notre martyr !

Les dirigeants de l'U. V. n'ont jamais trompé le monde ; la base unioniste, soyez-en sûr, est, à ce propos, bien solide et nous vous répétons la vérité, vérité que nous n'avons jamais eu peur de dire.

Au lieu de bavarder, dans le but de tromper encore une fois les valdôtains, sur certains accords secrets, veuillez Monsieur l'Assesseur et secrétaire du parti D. C., nous parler de vos accords secrets (non pas si secrets que tout le monde ne les connaisse) avec les fascistes (ceux qui ont toujours méprisé la population valdôtaine, ceux qui ont tué Chanoux, au sacrifice duquel vous devez votre vie, vous, ainsi que les Page, les Bionaz, etc.) ; avec les prétendus libéraux de Pedrini et enfin avec ces monarchistes dont le Député Foschini, parlant à la Chambre à propos du Gouvernement Segni précisait :

« **Votiamo per il Governo Segni, perché ci dà fiducia che non favorirà il regionalismo italiano.** »

Vous, régionaliste Berthet, et avec vous les Bondaz, Bordon, Bionaz, etc., qu'en dites-vous ?

Qui est-ce qui trompe le peuple valdôtain ?

La situazione economica, sindacale e politica in Valle d'Aosta...!

A Milano e Torino e nei vari centri industriali della Penisola si prospettano difficoltà non indifferenti a due mesi e mezzo dall'entrata in vigore del M.E.C.

In Valle, grazie all'amministrazione democristiana di Bondaz e compagni: « tout va très bien, madame la marquise! »

A Pont-Saint-Martin, all'Issa-Viola, i licenziamenti si susseguono giornalmente con persistenza. Gli operai sono convocati direttamente nell'ufficio personale e ricevono la lettera con cui sono dispensati dal continuare la loro opera!

A Verrès, e precisamente alla filatura Brambilla, la situazione è delle più pesanti. I rapporti umani sono basati esclusivamente su rapporti di forza; la personalità del singolo è compressa, minacciata e offesa!

E così è press'a poco in tutti gli stabilimenti della Valle.

Negli stabilimenti Sider di Aosta la procedura è più sorniona, fatta con assai migliori stile e souplesse, ma i risultati sono identici! Diciamolo francamente, si vive in un regime di timore e perplessità, di ansia e di paura, per un domani che potrebbe essere di miseria e di disoccupazione.

E' stato sollecitato l'intervento del Presidente della Giunta, ma questa carismatica (« unto del Signore ») autorità non ha saputo, o meglio non ha voluto, sinora prendere posizione in merito! E ne ha ben ragione! Come potrebbe l'esimio Presidente difendere o sostenere le ragioni della classe lavoratrice, egli, che nell'animo, negli interessi e speculazioni politiche si affida alle forze padronali e reazionarie? Come potrebbe, ripetiamo, dare torto a coloro che gli hanno, pare, assicurato un tranquillo futuro?

Egli considera la sua carica non una delega del popolo a reggere e difendere i legittimi interessi del Paese, e

in particolare di coloro che lavorano e faticano contribuendo, nella maggior misura, al benessere di tutti! No, egli è l'unto del Signore! l'invitato della Provvidenza e i cittadini sono per lui dei sudditi! Essi devono essere buoni, soffrire (meritandosi così la Gloria del Paradiso) e tacere!

Ecco perché noi non abbiamo fiducia nelle nostre autorità regionali. Conosciamo troppo bene il loro « habitus mentis » per accordare loro la difesa dei nostri interessi e delle nostre rivendicazioni.

E' sufficiente riflettere che l'attuale maggioranza consiliare ha un solo operaio fra i suoi membri mentre la categoria padronale, con alla testa l'esimio Ing. Pasquali, è largamente rappresentata!

La situazione sociale e sindacale in Valle è grave, ma essa lo sarà ancor più se si dovesse perpetuare l'attuale situazione politica nell'Amministrazione regionale.

Ecor

In tema di rapporti umani

Nel reparto Condizionamento Acciai, III Sezione, dei nostri stabilimenti siderurgici, il problema dei rapporti umani era andato aggravandosi in seguito ad eccessi di zelo e di pignoleria da parte di qualcuno investito di responsabilità direttiva nel reparto.

Tale indirizzo si era concentrato con l'imposizione di multe e di illecite revisioni di paghe orarie, relative ai posti di lavoro occupati. Ne nasceva uno stato di ansietà, di diffidenza e di vigilanza reciproca che influiva negativamente sui rapporti tra dipendenti e responsabili di reparto. Da questo clima, creato artificialmente e sconsideratamente provocato da chi aveva responsabilità, ecco maturare la decisione delle maestranze di scendere in agitazione.

Lo sciopero si iniziava alla III Sezione del Condizionamento Acciai e a questi lavoratori si univano per solidarietà anche gli addetti al Reparto Colaudi. Interveneva allora la Commissione interna, nel tentativo di comporre la vertenza e a tale scopo si aveva un incontro con la Direzione aziendale. Non ritenendo soddisfacente la risposta del-

La Commissione interna presso il Cantiere minerario di Cogne è scaduta, perciò dovrà essere a giorni rielezione. E' necessario che questa istituzione basilare sia mantenuta efficiente sia per i rapporti nell'azienda stessa, sia per il collegamento con il Sindacato.

L'elenco dei Candidati che qui presentiamo, è composta di uomini veramente attivi che da lungo tempo militano nelle file del Sindacalismo. Gente di buona volontà, tenace e riflessiva, ai quali va il nostro ringraziamento e per i quali voteranno compatti i Minatori di Cogne.

L'attività svolta dai nostri rappresentanti di Commissione interna negli anni passati, è stata apprezzata da tutti i lavoratori delle Miniere di Cogne, i quali si sono resi conto come sia necessario nella Commissione interna la presenza di un numero sempre maggiore di rappresentanti del Sindacato Autonomo Valdostano.

Con nostra grande soddisfazione a Cogne non succede ciò che succede altrove e cioè che il lavoratore, per puro menefreghismo, non si rechi alle urne.

Proprio per questo invitiamo i lavoratori di Cogne a recarsi a votare qualunque sia la loro idea. L'andare a votare è un sacrosanto dovere al quale nessuno, e per nessun motivo, deve venire meno. Il voto deve rimanere inoltre la fiera proclamazione del lavoratore sul diritto di eleggere i suoi rappre-

sentanti che, a loro volta, hanno il dovere ed il mandato di rappresentarli degnamente davanti alla Direzione.

Guai all'assenteismo dalla lotta e dalle urne, che permetterebbe alla Direzione di qualunque azienda di convincersi di aver fiaccato per sempre la resistenza della classe lavoratrice e poterla così dominare come di volta in volta riterrà più opportuno.

E' da ritenere superflua la raccomandazione di saper scegliere bene, in quanto proprio da questo risultato dipenderà l'avvenire vostro e delle vostre famiglie.

La vittoria del SAVT può significare una evoluzione decisiva per quanto si riferisce ai rapporti umani, sociali ed economici nelle Miniere di Cogne, e tale meta potrà essere raggiunta con un buon esito nelle votazioni.

Viva i minatori di Cogne!

La Segreteria del SAVT

Ecco l'elenco dei nostri candidati:

Sig. REY ZEFFERINO
» CHENAL GIULIO
» TRUC GIUSEPPE
» ABRAM MOSE'
» CAVAGNET PIERINO
» ABRAM MARCELLO
» SANDI PAOLINO
» CUAZ CESARE
» BERARD ARMANDO

La situazione sociale e sindacale in Valle è grave, ma essa lo sarà ancor più se si dovesse perpetuare l'attuale situazione politica nell'Amministrazione regionale.

Ecor

la controparte, i lavoratori decidevano di continuare nella loro azione di protesta, chiedendo contemporaneamente l'intervento delle Organizzazioni sindacali.

Il Sindacato Autonomo Valdostano, avvalendosi del mandato avuto, chiedeva un incontro con la Direzione della Società per illustrarle la grave situazione venutasi a creare nel reparto in agitazione, col presupposto di comporre la vertenza in atto. Vi erano seri indizi di un allargamento a tutto lo stabilimento dello stato di agitazione, perché i problemi sollevati nel Reparto Condizionamento Acciai erano, e sono tuttora, profondamente sentiti da tutte le maestranze dello stabilimento.

Il giorno 17 marzo, presenti i rappresentanti dei lavoratori, un gruppo di delegati del reparto e la Direzione della Società, avveniva l'incontro durante il quale venivano sintetizzati i motivi del malumore che aveva determinato lo sciopero.

La discussione si svolse sui seguenti punti: diffide, sia verbali che scritte,

(Continua in seconda pagina)

Attività pregressuali del SAVT IL NOSTRO PENSIERO SULLA VERTENZA DELLE OFFICINE "GALILEO,"

In preparazione al Congresso regionale che, ci auguriamo, si dovrà svolgere nel maggio venturo, la Segreteria del nostro Sindacato si è preoccupata di indire le varie riunioni di categoria nelle varie località della Valle. Si sono svolte così proficue riunioni, cui sono intervenuti numerosi gli iscritti. A Morgex il 7 febbraio, a Cogne il 23 dello stesso mese. I Segretari Ravet, Vuillermoz, Désandré hanno presenziato le adunanze, hanno concisamente illustrato la situazione sindacale attuale e il programma del SAVT, e prospettato le soluzioni migliori sia nel settore organizzativo, sia nei rapporti sindacali economici e sociali. Numerosi sono stati gli interventi da parte dei convenuti che hanno dimostrato interessamento e ansia per la soluzione della situazione economica attuale.

Domenica 15 febbraio, con folta partecipazione, si svolse l'Assemblea degli aderenti al S.A.V.T. degli Stabilimenti Sider di Aosta. Ha preso la parola Ravet per illustrare la situazione organizzativa, finanziaria e sindacale dell'Organizzazione nostra e puntualizzare l'attività della Commissione Interna dei Sider in rapporto alla particolare situazione prospettata dal comunicato della C.I. in merito ai licenziamenti consensuali.

Il geom. Vuillermoz Alberto ha ricordato il fine e il programma che ha determinato l'azione sinora svolta, e quello in programma, del SAVT. Il p. i.

Fosson ha chiuso la riunione con appropriato richiamo all'unità di intenti che deve unire la base operaia valdostana. Il prof. Corniolo ha proposto, infine, e l'assemblea ha approvato all'unanimità il seguente:

ORDINE DEL GIORNO

I lavoratori degli Stabilimenti Siderurgici «Cogne», aderenti al Sindacato Autonomo Valdostano «Travailleurs», riuniti in assemblea generale presso la sede dell'Organizzazione, oggi 15 febbraio 1959, esaminata fra l'altro la particolare situazione venutasi a creare in Valle in relazione alle prossime elezioni per il rinnovo del Consiglio regionale, situazione che ha i suoi diretti riflessi sui rapporti economici, sociali e sindacali,

PERSUASI

che solo un'energica presa di posizione da parte delle forze lavoratrici permetterà un'effettiva difesa degli interessi comuni e solo con un'adeguata rappresentanza della classe operaia in seno all'Assemblea Valdostana sarà possibile una politica ed una Amministrazione che rispecchi veramente gli interessi di tutta la popolazione valligiana,

CHIEDONO

che il prossimo Consiglio regionale, convocato per il 27 febbraio c. a. esprima parere favorevole in merito alla legge sul sistema proporzionale presentata alla Camera dall'On. CAVERI.

Sta calando, lentamente, il sipario su una ennesima, clamorosa e dolorosa controversia in cui si sono fronteggiati i nostri industriali e i nostri prestatori d'opera. La vicenda, che ha avuto come campo di svolgimento gli Stabilimenti della «Galileo» di Firenze, è troppo nota per essere ancora raccontata. Come fulmine a ciel sereno, si è appreso dai giornali la richiesta direzionale di poter allontanare dalla fabbrica oltre 900 lavoratori; poi le notizie si sono succedute incalzanti: l'occupazione dello Stabilimento da parte delle maestranze; la solidarietà a queste dimostrata dalle autorità e da tutta la popolazione, l'intervento delle organizzazioni sindacali; le manifestazioni indette in vari centri per polarizzare l'attenzione dell'opinione pubblica sulla tragica sorte di circa 1000 famiglie private del loro mezzo di sostentamento derivante dal lavoro. Poi sono venuti gli scontri di piazza; gli sfollagente e gli idranti azionati dalla polizia su quella massa di lavoratori e di familiari; gli arresti, la condanna; triste epilogo che ci ha riempiti di amarezza.

Alcuni giornali hanno candidamente parlato di dolorosa necessità in cui è venuta a trovarsi la direzione della «Galileo». Ci permettiamo di non concordare su tale semplicistica affermazione.

Le officine «Galileo», giustamente apprezzate nel mondo intero per la pro-

duzione di alta qualità, hanno vissuto lunghi periodi di larghissimo benessere e prosperità, e per tanti anni la loro produzione è stata assorbita dal mercato interno e da commesse di Stato.

L'affacciarsi della prospettiva di reggere la concorrenza estera, non doveva gettare nessun panico in seno all'amministrazione degli Stabilimenti, però, forse era giunta l'ora di decidersi ad accettare una diminuzione di profitti.

A tale prospettiva, gli industriali del-

la «Galileo» hanno reagito come purtroppo reagiscono tanti dei nostri industriali: hanno deciso di sacrificare le proprie maestranze, cioè quei lavoratori che negli anni passati erano stati gli artefici delle loro laute attività e non hanno esitato a scatenare la tragedia alla quale abbiamo assistito.

E' stata una sleale ed egoistica fuga davanti ad ogni più elementare concetto di responsabilità sociale; è stata la fredda decisione di chi, oltre al proprio tornaconto, non sente nessun richiamo di carattere morale e di sentire umano.

La biblica parabola delle sette vacche grasse e delle sette vacche magre è stata risolta in questi termini dagli industriali della «Galileo»: a noi le vacche grasse, ai lavoratori le vacche magre.

Un tale concetto che si sta generalizzando a sistema, ha provocato la giusta condanna da parte di tutte le persone benpensanti, alle quali è affidata la responsabilità morale e sociale dei popoli.

La Chiesa, che ha fuggito sempre la fraseologia demagogica per bollare gli attentati alla sicurezza del posto di lavoro e alla giusta retribuzione, ma si è dimostrata la più intransigente in tale campo, ha sollevato, in passato e nel presente, la sua autorevole protesta in merito.

Una recente vertenza sociale avvenuta in terra di Francia, dove, in due Stabilimenti, sono stati licenziati circa 900 operai, vertenza che ha molte analogie con quella della «Galileo», ha visto ergersi ad autorevoli difensori dei lavoratori il cardinale di Lilla Mons. Lienard e l'arcivescovo di Cambrai, Mons. Guerry i quali, in una pubblica dichiarazione, hanno affermato tra l'altro:

«In periodo di difficoltà economiche, il licenziamento è una soluzione troppo facile. Esso non dovrebbe essere attuato che all'estremo, quando ogni altra soluzione sociale o morale appare impossibile».

Le industrie debbono assolvere ad un dovere di previdenza realizzando a tempo opportuno la modernizzazione delle loro attrezzature, cercando nuovi mercati e sviluppando le esportazioni. Se si impongono sacrifici, non sono certo i salari vitali che debbono subire per primi le conseguenze. «In una economia umana, il guadagno del capitale viene dopo quello degli operai».

E la dichiarazione continua: «Il primo dovere di tutti è di prendere coscienza profonda del male morale che rappresenta la disoccupazione nelle famiglie operaie».

Non citiamo oltre la dichiarazione dei vescovi francesi, ma portiamo questo monito e questi indirizzi alla considerazione dei nostri industriali, i quali devono ricordarsi che sono solamente depositari di ricchezze, le quali devono servire al bene della collettività.

Placido Blanc

Bois

E IL TORRENTE DI COMBOE' ...?

Riceviamo da Charvensod e pubblichiamo:

Caro Signor Ravet, Lessi poco tempo fa sul giornale «La Région Valdôtaine» il resoconto del bilancio dell'annata '58 per le opere eseguite in Valle! Ebbero conforto di notare una elevata somma di milioni.

Fin qui nulla di male! Al contrario molto si è fatto!

Ma faccio osservare che il Consiglio regionale si è dimenticato del torrente di Comboe che scorre fra il Comune di Pollein e quello di Charvensod.

A quanto pare l'Amministrazione di Charvensod si era interessata presso l'Assessore Geometra Arbaney il quale osservò che dovevano rivolgersi presso il Genio Civile.

Questo rispose che per il momento non c'erano i soldi e che detti lavori non si potevano ancora fare, trattandosi di arginature.

Per questo torrente ben poco è stato fatto dal giugno 1957 ad oggi e molto rimane da fare: gli argini non reggono e vi sono vie d'uscita alle acque. Mancano due prese d'acqua d'irrigazione, e si è provveduto provvisoriamente con del tavolame lasciato dal Comune per interessamento del signor Sindaco Imperiali.

Manca un ponte fra la frazione di Chenaux del Comune di Pollein ed i caserugi di Roulaz del Comune di Charvensod.

La vecchia barriera a ponente di detto torrente ha ceduto in tre punti. Siamo a circa due anni dall'alluvione del 1957, quindi vorrei sollecitare per la prossima primavera, prima che abbondino le acque, perchè detti lavori siano fatti: o si aspettano maggiori danni?

In montagna vi è una enorme quantità di neve; basterebbe qualche giornata di pioggia per essere nuovamente da capo. Ed allora si vedrebbe il piano Felinaz nuovamente allagato se non si provvede in tempo per detta arginatura.

Voglia dunque, Signor Ravet, fare presente alle autorità competenti i nostri desiderata e voglia Essa fare un sopralluogo per accertarsi di quanto vi ho esposto.

La situation agricole en Vallée d'Aoste

Trois éléments, eux-mêmes cause et effet, caractérisent la dynamique du secteur agricole :

- 1) Nombre excessif d'agriculteurs, avec, comme conséquence, un fort chômage et sous-occupation du secteur ;
- 2) Distribution irrationnelle des terres, et conséquent arriération des méthodes culturelles et basse productivité ;
- 3) Précarité et instabilité des conceptions dans un grand nombre de fermes et par conséquent minime ou nulle affluence des capitaux.

En Italie chaque agriculteur a, à sa disposition, Ha. 1,95 contre les 2,80 en Allemagne Occidentale, 2,95 en Belgique, 4,00 en Hollande et 4,50 en France.

La déplorable distribution des terres et des produits en Italie est démontrée par les chiffres qui suivent :

Le 0,5 % des propriétaires italiens détiennent le 30 % de la surface cultivable ; le 94-95 % des propriétaires détiennent seulement le 31 % de la surface cultivable.

Pour les investissements financiers on constate que pour l'industrie, ils se montent à 22 % de la rente globale, tandis qu'en agriculture ils n'atteignent que 10-12 %.

Les réformes qu'on devrait promouvoir pour assainir l'économie agricole, devraient s'orienter sur les lignes suivantes :

- 1) Réforme agraire générale ;
- 2) Transformations foncière et culturelle.
- 3) Préparation professionnelle.
- 4) Développement de la coopération.

Or, pendant ces dernières années, rien n'a été fait dans le sens que nous avons indiqué ni en Italie ni en Vallée d'Aoste, où cette déplorable situation s'est faite sentir plus qu'ailleurs, puisqu'au point de vue économique, nos paysans ne se trouvent pas mieux placés que les paysans de l'Italie méridionale.

Ce n'est pas dès aujourd'hui que nous réclamons que la terre valdôtaine soit remembrée, parce que en Vallée d'Aoste trop de personnes doivent vivre sur les maigres revenus de notre pauvre terre par trop morcelée. Il faut que le surplus de la population agricole puisse être acheminé sur d'autres travaux et cela d'une façon définitive.

Le dernier recensement de l'année 1951 accusait en Vallée d'Aoste le 54 % d'agriculteurs; nous savons aussi que, là où il y a davantage d'agriculteurs il y a d'autant plus de misère parce que les rentes diminuent.

Dans les Pays de l'Europe Occidentale tels que Allemagne, Belgique, Hollande, Luxembourg, le nombre des agriculteurs ne dépasse en aucun cas le 20 % de la population totale ; seulement en France ce pourcentage s'élève à 26 % et le restant de la population trouve du travail dans l'industrie, dans les transports, etc. etc. On dirait que les autorités régionales de la Vallée d'Aoste font de tout pour maintenir à un niveau élevé le pourcentage de la popu-

lation agricole qui, comme je l'ai dit auparavant, est du 54 %. Pourquoi ?

Dans ces conditions les valdôtains sont obligés de s'enfuir de leur propre pays : en France, en Suisse et encore ailleurs, pour y chercher un travail que, ni les administrateurs de la Vallée d'Aoste ni le gouvernement italien n'ont su leur procurer dans leur pays. Cela — je pense — est une honte, que nos futurs conseillers sauront certainement effacer.

A. Théritel

La Confindustria alla ribalta

Che la formazione del Governo Segni sia avvenuta con la beneplacita approvazione, se non sollecitazione ed opposizione della destra parlamentare, reazionaria in economia e in politica, e della Confindustria in particolare, è una cosa certa ed evidente. Questa organizzazione economica e classista si era sinora sempre dichiarata contraria ai Governi che avessero accennato a risolvere i problemi economici e sociali del Paese, contraria ad ogni tentativo di nazionalizzazione dei principali servizi e attività economiche della Nazione, affermando energicamente il diritto e la capacità all'intervento, dell'iniziativa imprenditoriale nella soluzione del problema generale di disoccupazione, sottoccupazione e depressione che affligge il nostro Paese.

Ora noi siamo convinti che l'iniziat-

va privata abbia le sue ragioni economiche e la sua funzione, nella formazione del benessere comune, ma contestiamo energicamente, che l'azione perseguita dalla Confindustria, abbia dimostrato la validità della sua funzione economica sociale.

L'eterno rosario delle rivendicazioni padronali si può riassumere in: dateci più libertà, più agevolazioni fiscali, più credito a buon mercato, e tutto andrà meglio! E' quanto dubitiamo fermamente.

La maggior libertà, i meno controlli e il maggior credito, si risolverebbero in un rafforzarsi del monopolismo, come se questo fenomeno non fosse già abbastanza pernicioso all'economia italiana. Dobbiamo ricordare che in Italia, grazie proprio alle società d'iniziativa privata, abbiamo i monopoli sullo zucchero, dell'Italcementi, della Edison sulle tariffe elettriche, della Montecatini, tanto per citare alcune società che, grazie al sottogoverno, alle manovre di corridoio, alle pressioni esercitate sui pubblici poteri, hanno potuto instaurare un regime di protezionismo che mortifica e anemizza ogni vera attività e iniziativa privata che voglia veramente agire in regime di libera concorrenza!

Noi non siamo marxisti, né ci vinciamo ad un vieto classicismo, ma però vorremmo fosse ben chiaro che per la Confindustria e per i suoi alleati non possiamo nutrire alcuna fiducia. E poiché il Governo attuale ha voluto fare affidamento proprio su queste forze economiche che sempre hanno ostacolato il riconoscimento delle giuste aspirazioni della classe lavoratrice, ne risulta che verso il governo democristiano, appoggiato dai liberali, dai monarchici e dai missini, espressioni estreme di un mondo reazionario, noi operai dobbiamo opporre la nostra unità di forze lavoratrici.

Ecor

In tema di rapporti umani

(Segue dalla prima pagina)

ammonimenti, multe, pulizia del reparto, rapporti tra superiori e maestranze, quest'ultimo poi il punto più dolente di tutto il problema in esame. La discussione, protrattasi per diverse ore, dava la possibilità di esaminare tutti i punti controversi e si chiudeva con l'impegno da parte della Società di revisione singolarmente, in collaborazione con la Commissione Interna, i provvedimenti disciplinari inflitti ai lavoratori del reparto, per quanto concerne multe, declassamenti, diffide, ecc. e il suo intendimento di riportare la normalità nel reparto stesso per quanto riguarda i rapporti umani.

Spetta ora alle Organizzazioni sindacali di vigilare perchè gli impegni assunti vengano rispettati e all'uopo, esse si manterranno in stretti contatti coi lavoratori interessati.

Bioley